

# LE VOLONTARISME DIPLOMATIQUE DES ETATS DE LA CEMAC DANS LA GESTION DES CRISES OU DES CONFLITS POLITIQUES EN AFRIQUE CENTRALE : CAS DE LA REPUBLIQUE DU CONGO EN CENTRAFRIQUE

**MBILA ENYEGUE Bienvenu**

*Ph. D en Histoire, Université de Yaoundé 1, Cameroun*

*mbilabienvenu@mail.com*

**MEB-GANY Joffre Pavel,**

*Doctorant en Histoire des Relations internationales, Université de Yaoundé I Cameroun*

## Résumé

*L'Etat centrafricain depuis fort longtemps, traverse des périodes perturbatrices alimentées par des différentes crises politico-militaires qui ne cessent de mettre l'ensemble de l'étendue territoriale nationale et régionale dans une véritable insécurité. Ces conflits politiques, nés soit par les différents coups d'état ou par le manque d'une transition politique entre les acteurs de l'arène politique centrafricains. Leurs conséquences traversent dans l'immédiat les frontières et mettent en obligation les Etats qui partagent les frontières avec elle d'intervenir non seulement de l'aider à trouver une stabilité politique, sociale voire économique, mais aussi et surtout éviter que les valeurs centrales de leurs Etats soient remises en cause. Dans cet article, il est question pour nous de montrer le volontarisme diplomatique des Etats de la sous-région tel que le Congo Brazzaville dans la gestion des crises et conflits politiques dans la sphère géographique qui n'est autre que l'Afrique Centrale, précisément en République Centrafricaine. A travers les théories de la solidarité, de l'intégration et l'hypothèse inter-action, cette étude opte pour une approche méthodologique géopolitique et stratégique. Elle a pour soupape une méthode duale : quantitative et qualitative. Qui à travers la collecte des sources documentaires, l'échantillonnage et les entretiens semi-directs, permet de faire une analyse diachronique et synchronique des faits socioéconomiques.*

**Mots clés :** *volontarisme diplomatique, gestion des crises et conflits politiques, Afrique Centrale.*

## Abstract

*The Central African State for a very long time has been going through disturbances fueled by politico-military crises which constantly put the whole of the national and regional territory in real insecurity. These political conflicts, born either by the various coups States or by the lack of a political transition between the actors of the Central African political arena. Their consequences immediately cross the borders which share the borders with it to intervene not only help it find political, social or even economic stability, but also and above all to prevent the central values of their States from being called into question, in this article, it is a question for us of show the diplomatic voluntarism of the States of the sub-region such as Congo Brazzaville in the geographical sphere. Which is none other than Central*

*Africa, precisely in the Central African Republic. Through the theories of solidarity, integration and the inter-action hypothesis, this study opts for a geopolitical and strategic methodological approach. It has for soup a dual method: quantitative and qualitative; which, through the collection of documentary data, sampling and semi-direct interviews. Make it possible to carry out a diachronic and synchronic analysis of socio-economic facts.*

**Keys Words:** *voluntarism, diplomacy, crisis management and political conflicts, Central Africa*

## Introduction

La Centrafrique depuis la disparition tragique de Barthélémy Boganda et son accession à la souveraineté nationale et internationale, traverse des périodes de turbulences politico-militaire et sociale intenses. L'ensemble de ces turbulences sont alimentés par une série des crises politiques, militaires avec les mutineries, des coups d'état répétitifs et les guerres civiles, qui provoquent non seulement une invasion des forces externes installées au sein de l'Etat en faisant de lui une source d'insécurité, mais aussi ces conflits multiples ont causé tant de calamités vis-à-vis de la population civile (Etanislav Ngodi, 2015, p.15). Ils sont donc à l'origine de milliers de morts et de déplacés disperser sur l'ensemble du territoire national et dans les autres contrées sous régionales. Ces crises politico-militaires engagent la responsabilité des autres unités tierces au conflit qui volent au secours de la Centrafrique, non seulement dans l'optique d'instaurer la paix et la sécurité dans cette entité politique en crise mais aussi et surtout leur intervention va dans le sens qu'évoque Waltz dans la protection de leurs valeurs centrales définies en termes de sécurité (Etanislav Ngodi, 2015, p. 10). En effet, la gestion des conflits définie comme l'ensemble des mécanismes mise en place par les acteurs étatiques ou des unités non étatiques en réponse à une crise ou à un conflit et visant à rétablir des conditions de normalité dans les domaines sécuritaires, politiques et/ou économiques (Therry Tardy, 2009, p. 89). Les Etats sous-régionaux à l'instar de la République du Congo qui vole au secours de la Centrafrique, déploie une diplomatie active et pacifique en utilisant tous les moyens possible afin que l'un de leur frère restaure sa situation politique qui jusque-là est jugée anormale. En tenant compte de ce contexte, on se pose une simple question, quels en donc ces moyens pacifiques mise en place par cet Etat pour la paix et la sécurité en Centrafrique ? Cette interrogation nous sert en premier lieu de faire le point sur les crises et conflits centrafricains et

en second lieu montrer cette volonté engagée par les Etats subsahariens dont le Congo dans la gestion des conflits politiques en République Centrafricaine.

Pour essayer de répondre à cette question, il va s'agir de convoquer les théories de la solidarité, de l'Intégration et le néo - institutionnalisme qui permet de comprendre les structures organisationnelles, d'assistantats et de solidarité sous-régionales. La problématique va s'accompagner des hypothèses inter-actions qui rendent l'analyse empirique et pragmatique. En guise d'approche méthodologique, la méthode géopolitique et géostratégique va permettre d'appréhender les interactions relationnelles entre les États membres de la CEMAC et d'assistantats en cas de crise sociopolitique et économique. Elle est opérationnalisée par une approche duale : quantitative et qualitative. Qui, à travers la collecte des sources archivistiques et bibliographiques, l'échantillonnage et les entretiens semi - directs, permet de faire une analyse diachronique et synchronique des faits socioéconomiques en zone CEMAC. Ainsi, cette étude va s'appesantir sur la présentation des différents conflits politiques centrafricains (1), ensuite analyser le volontarisme diplomatique congolais dans la gestion des crises ou conflits politiques centrafricains.

## **1. Les différents conflits politiques centrafricains**

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, la république centrafricaine n'a pas connu des moments de paix et d'accalmie. Les pays évolue de de guerre en guerre, de coup d'Etats en coup d'Etats parfois orchestrés par des puissances impérialistes pour des raisons économiques divers pour le contrôle des ressources minières de ce pays d'Afrique Centrale aux richesses immenses et diversifiées. Lorsque les rebelles de la Séléka ont renversé le gouvernement en mars 2013, le Nord et l'Ouest du pays été le théâtre de scènes d'une violence extrême et sans précédent perpétrées contre des civils et des minorités (B. Mbila Enyegue, 2019, p. 8). En décembre 2013, les actes de violence ont redoublé d'intensité à Bangui et sa périphérie, lorsque les anti-balaka (milice d'autodéfense) ont lancé une offensive contre la capitale et se sont attaqués aux-ex-rebelles de la Seleka. Dans cette sous partie, il est essentiellement question de faire mention de deux conflits centrafricains à savoir celui de 2003 et de 2013.

### ***1. 1 Les faits et événements de la conflictualité de 2003***

L'année 1990, reste une période marquante dans les faits historiques des nations africaines en générales, dont la Centrafrique en particulier. Avec le vent de la démocratie en Afrique, la Centrafrique est sous le régime de André Kolingba, arrivé au pouvoir par un coup d'état dont certains acteurs de la société civile et des hommes politiques considèrent de putsch arrangé (D. Bigo, 1988, p. 160), Avec le Comité militaire de rassemblement (CMR) parti unique, le discours de la Baule prononcé en 1990 en France oblige les Etats francophones à l'instauration d'un régime démocratique pour bénéficier d'une aide financière venant de la France. De retour au pays, Kolingba sous pression de la population qui souhaite le retour de la démocratie, cède aux caprices populaires et fait appel à tout le peuple d'organiser un débat national au lieu et place de la conférence nationale souveraine (Meb-Gany Joffre Pavel, 2021, p. 55).

En 1993, Kolingba est battu aux élections présidentielles par Félix Patassé qui n'aura pas de majorité à l'assemblée nationale. Comme promis lors des campagnes électorales de reformer tous les secteurs de la vie politique de l'Etat, le nouveau régime met en exécution ses promesses en commençant à la réforme du secteur de la sécurité (Meb-Gany Joffre Pavel, 2021, p. 42). En complicité avec le ministre de la défense, Jean-Jacques Démafoute parvient à réduire l'effectif militaire jusque-là dominé par les Yakoma, l'ethnie de l'ancien régime. En 1995, la majorité de ces militaires sont dispersés dans l'ensemble des corps des Forces armées Centrafricaines dont l'objectif principal était justement de permettre que la FACA soit une force multiethnique. (International Crisis Group, 2007, p. 20). Mais, dans le fond des faits, la présence des Yakoma au sein de la garde république constituait pour le nouveau régime comme une menace, les dispersés sur l'ensemble des corps militaires était un moyen de donner l'opportunité au pouvoir en place de procéder au recrutement de ses milices<sup>1</sup>.

Mais, très vite, le pouvoir de Patassé se voit d'être menacé par les anciens militaires selon eux le nouveau président ne répond pas à leurs attentes militaires malgré plusieurs doléances. De 1996 jusqu'en 1999, l'Etat centrafricain est livré à des crises militaires qui finissent de mettre

---

<sup>1</sup> La République Centrafricaine a toujours connus des problèmes au niveau de la formation de ses forces de défenses et de sécurité. A cela s'ajoute un manque d'effectifs et une malgouvernance caractérisée.

L'ensemble du territoire national dans une insécurité qui ne dit pas son nom. Vu l'ampleur de la crise, Patassé par l'entremise de son émissaire profite de la conférence France-Afrique tenu au Burkina-Faso, implore l'intervention de la force africaine. En dépit des efforts consentis par les chefs d'Etat africain avec la mise en place d'une initiative dénommée Mission interafricaine de suivi des accords de Bangui (MISAB) qui est avant tout une initiative africaine et sera par la suite Mission internationale de la surveillance des accords de Bangui, le pouvoir de Patassé se voit engloutir de jour au lendemain (International Crisis Group, 2007, p. 15).

En 2001, Kolingba poussé par ces anciens collaborateurs dont la majorité sont des Yakoma, tente un coup de force dans la nuit du 27 au 28 mai qui sera avorté par les forces de la Communauté des Etats saholo-sahariens (CEN-SAD) et des mercenaires de Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba le rebelle congolais, qui sont présentes à Bangui depuis 1999. En 2002, le pouvoir place procède à la poursuite des putschistes de 200. Après investigation judiciaire, le verdict tombe dont François Bozizé, le chef d'Etat-major de Patassé, figure parmi les acteurs qui ont tenté de s'emparer du pouvoir par la force (J. Massie et D. Morin, 2001, p. 5). Les chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) tentent de calmer les esprits des protagonistes lors des assises de Libreville sous le haut patronage d'Omar Bongo ondzimba et emploient des voies diplomatiques afin de trouver la solution sur la crise politique qui oppose les militaires centrafricains aux forces tchadiennes dans la partie nord de l'Etat centrafricain<sup>2</sup>.

Le 25 octobre 2002, les rebelles bozézistes après avoir remplacé les militaires tchadiens dans le septentrion, attaquent la capitale tout en s'emparant des villes limitrophes comme Kabo, Bantogofon, Bogangolo etc. Ces derniers reprochent au pouvoir de Patassé de ne pas tenu au respect de son engagement pendant les assises de Libreville portant sur le départ de Miskine, rebelle d'origine tchadienne employé par le pouvoir centrafricain afin de nuire le pouvoir de Déby Ito (J. P. Meb-Gany, 2021, p. 34). Les rebelles exigent son départ de Bangui pour Lomé comme prévue pendant le sommet de Libreville. La présence des forces de la

---

<sup>2</sup> C'est une frontière très terrestre porose d'où on assiste généralement aux généralement aux tensions entre les forces de défense et de sécurité d ces deux Etats.

CEN-SAD et de MLC, repoussent les rebelles qui sont obligés de rester dans les villes conquises tout proche de la capitale. Mais, très vite, précisément le 15 mars 2003, ces derniers en profitant de l'absence du président Patassé qui répond présent à la conférence des chefs d'Etat de la CEN-SAD tenue à Niamey et de la faiblesse des forces de la FOMUC présentes depuis 2002 à Bangui, s'emparent du pouvoir malgré les efforts des mercenaires de Bembá<sup>3</sup>.

Par ailleurs, les causes profondes de la crise politique de 2003, ne sont pas celles profanées par les rebelles de Bozizé, l'objectif primordial de ceux-ci était justement de son emparer du pouvoir. Car, Bozizé fort de l'appui tchadien et français, sont mécontents de la présence des contingents de la CEN-SAD et de MLC qui selon eux, leurs présences menacent les intérêts de la France sur son pré-carré. Cette guerre civile a pour cause véritable le pétrole que Patassé dans l'intérêt de sortir son pays de la pauvreté voulait exploiter. Par ailleurs, en 1973, une société américaine conoco découvre un gigantesque gisement pétrolier sur les bassins de Déséo (F. Endjito, 2010, p. 32). Mais, ce bassin fait frontière avec le Tchad qui au fond considère cette partie très potentiel pour son économie. Patassé une fois au pouvoir négocie par l'intermédiaire de son ambassadeur aux USA avec Greeberg, le propriétaire de l'entreprise basée à Texas. Le Tchad et la France restent sceptiques de cet accord, car, pour les autorités françaises selon les accords de 1960 portant sur l'exploitation des hydrocarbures, aucun autre Etat ne peut exploiter ces gisements sans l'accord au préalable de l'Etat Français. C'est dans ce sens que certains scientifiques qualifient ce conflit politique "de guerre du pétrole"<sup>4</sup>. (B. Koyagbé, 2009, p. 20)

En effet, la prise du pouvoir par la force par François Bozizé et l'implication de la FOMUC de sauvegarder la paix, ne va rien améliorer en matière de sécurité et du retour d'une véritable stabilité sur l'ensemble du territoire national. Cette instabilité politique aura pour conséquence la naissance du foyer des rebelles dans la partie nord, qui au départ ils furent les partisans du nouveau régime, mais par le manque

---

<sup>3</sup> La présence des forces Onusiennes et de l'Union Africaine depuis de nombreuses années en RCA n'ont jamais définitivement résolue les problèmes sociopolitiques que traverse ce pays depuis son indépendance. On observe juste des moments d'accalmie au de paix temporaire.

<sup>4</sup> "La crise centrafricaine ou la guerre du pétrole : histoire et enjeux", In, [www.takaparlennews-over-blog.com/2015/06/la-crise-centrafricaine-ou-la-guerre-du-petrole-histoire-et-enjeux.html](http://www.takaparlennews-over-blog.com/2015/06/la-crise-centrafricaine-ou-la-guerre-du-petrole-histoire-et-enjeux.html), consulté, le 25 mars 2021 à 10h

d'entente entre les leaders de mouvements, ils décident non seulement de nuire au pouvoir en place mais aussi chercher à l'évincer.

### ***1. 2 La naissance des foyers rebelles et l'arrivée au pouvoir des Séléka en 2013***

En 2005, Bozizé dans l'objectif de légitimer son pouvoir pris par la force, organise les élections présidentielles et législatives et la candidature de Patassé est jugé irrecevable. Les partisans de Patassé qui souhaitent le retour de leur leader au pouvoir par la voie démocratique, manifestent leur mécontentement vis-à-vis de la décision constitutionnelle sur l'irrecevabilité de la candidature de leur leader. Dans la partie nord-est précisément dans la région enclavée de Vakaga fief de Patassé, naît le premier foyer insurrectionnel (International Crisis Group, 2007, p. 6). Le mécontentement de ces rebelles n'a pas pour un seul motif l'irrecevabilité candidature de la de Patassé, mais ces derniers reprochent aussi au pouvoir de Bozizé la marginalisation de leur région coupée de la capitale ; la présence des rebelles internationaux tchadiens et soudanais qui ont transformés cette partie comme base arrière etc.

François Bozizé, pour sauvegarder son pouvoir saisit l'opinion internationale en engageant les pourparlers avec les groupes insurrectionnels qui ont fait de cette partie nord un *no man's land*<sup>5</sup>. En 2007, sur le territoire libyen en présence du colonel Mouammar Kadhafi précisément à Syrte un accord est signé entre le pouvoir en place et les groupes rebelles représentés par Abdoulaye Miskine le patron du mouvement Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC). Cet accord a pour points cruciaux, l'abandon de tout acte militaire et de toute violence, arrêt immédiat des hostilités et de toute campagne de dénigrement par les médias interposés, le cantonnement des rebelles en un lieu à convenir entre deux parties etc. (Crisis group international, 2013, p. 2). Mais, Michel Djotodia exilé depuis le Togo, remet en cause la crédibilité de ces accords, ce qui va rendre ceux-là caduc.

Le 17 avril au cours de la même année, les nouvelles assises sont tenues à Birao qui mettent en face le parti au pouvoir représenté par le sous-préfet de Pouham-pendé et le chef rebelle de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) Zacharia Dahamane. Considéré comme la poursuite des accords de Syrte, ces assises avaient

---

<sup>5</sup> *No man's land*, signifie un territoire sans contrôle et ilot d'insécurité.

pour objectifs, la mise en place d'un programme urgent pour la réhabilitation et la réinsertion des combattants, la participation des rebelles UFDR à la gestion de l'Etat, la cessation des hostilités entre les protagonistes... seulement, ces accords vont rester sans suite véritable. (L. Gomina-Pampali, 2017, p. 89).

Animer par l'esprit de durabilité au pouvoir comme ces paires africains et de finir son mandat prévu en 2013, malgré sa volonté ardent de trouver consensus avec les seigneurs de guerre en saisissant les instances internationales à l'instar de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEECA), les mouvements rebelles coalisés en groupe appelé Séléka s'emparent du pouvoir en 2013. Michel Djotodia étant le chef conducteur de la coalition, s'autoproclame le nouveau président et dissout l'assemblée nationale en formant un gouvernement nationale de la transition composée des parties majoritaires, de l'opposition et de la société civile<sup>6</sup>.

L'ensemble de ces conflits restent des périodes noires dans l'histoire de l'Etat centrafricain, qui, dans un laps de temps, l'Etat est devenu quasi inexistant (L. Gomina-Pampali, 2017, p. 89). Les tensions s'aggravent en raison, notamment, de la radicalisation des discours et des actes de violence des anti-balaka et ex-rebelles de la Séléka ainsi que de nouvelles violences le long de la frontière Nord. Le risque de voir le pays se morceler en deux ou plusieurs parties, contrôlées par diverses factions de groupes armés, fut réel. Exacerbé par ce qui semblait être une instrumentalisation et une manipulation des communautés par les responsables politiques et commerciaux, le conflit a considérablement évolué, passant d'une apparente opposition entre anti-balaka et ex-rebelles de la Séléka au début de l'année 2013 à une forte hostilité entre les représentants autoproclamés des communautés chrétiennes et musulmanes (Crédit : OCHAI, Phil Moore, 2014, p. 7). Des villes où se côtoyaient des personnes de confessions diverses ont été vidées de leurs communauté musulmanes car la situation était d'une gravité inquiétante. Des violations flagrantes des droits de l'homme ont été et continuent d'être commises, meurtres et mutilations, enlèvements, viols et recrutement d'enfants soldats observés quotidiennement.

---

<sup>6</sup> "La Séléka conteste sa place dans le nouveau gouvernement centrafricain", In, [www.france24.com](http://www.france24.com), vue le 26 octobre 2019 à 21h 05



Les tensions communautaires et les violences sectaires s'intensifient, plus de 20 000 de personnes issues des communautés minoritaires sont cantonnées dans des sites, en raison des risques d'attaques. Elles ne pouvaient sortir librement du quartier dans lequel elles sont confinées, sont dans l'impossibilité de conserver un emploi et n'ont qu'un accès limité aux services éducatifs et sanitaires etc. Au 2 juin 2014, on recensait encore 557 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire centrafricain. Le quart d'entre elles se sont installées à Bangui. Depuis décembre 2013, quelques 250 000 personnes ont pris la fuite, poussées par la peur, vers au moins 14 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (B. Mbila Enyegue, 2019, pp. 8-15). Dans l'ordre, c'est au Tchad, au Cameroun, en République du Congo (RDC) et en République du Congo qu'elles sont les plus nombreuses. Chaque semaine, ils sont encore et toujours des milliers à fuir la République Centrafricaine. Beaucoup se terrent dans la brousse, craignant pour leur vie et se nourrissant de feuilles et de racines<sup>7</sup>. Ils ont pour la plupart marché pendant des semaines et ont trouvé refuge dans la brousse pour se cacher des groupes armés. Certains ont été exposés à des atrocités et ont survécu à la violence (Crédit : OCHAI, Phil Moore, 2014, p. 10).

La majorité sont des femmes et des enfants, les hommes étant souvent restés en République Centrafricaine pour protéger les biens de leur famille. Ils ont bien besoin d'importants soins médicaux en raison de blessures subies lors d'attaques ou au cours de leur déplacement. Ils présentent des taux élevés de malnutrition et de maladies infectieuses. Ils se retrouvent perdus dans un environnement qui leur est inconnu, sans aide sociale ou économique, et largement tributaires de l'assistance humanitaire (S. Libam, 2018, p. 3-8). L'afflux massif et soudain de personnes en provenance de la République Centrafricaine a eu de graves répercussions sur le plan social ou économique et au niveau de la sécurité dans les pays limitrophes, et a grevé les ressources déjà limitées des pays et communautés d'accueil. Les communautés situées le long de la frontière Centrafricaine sont exposées à une insécurité accrue et ont même parfois dû se déplacer temporairement à des incursions et à des pillages perpétrés par des groupes armés centrafricains, comme cela s'est vu dans certains villages frontaliers du Cameroun et du Congo (S. Libam, 2018, p. 3-8).

---

<sup>7</sup> Ceux qui ont fui sont souvent traumatisés, sous-alimentés et déshydratés.

C'est dans ce contexte d'instabilité que la Centrafrique va devenir le malade des autres entités politiques qui viennent à son secours dont figure en bonne place la République du Congo.

## **2. Le volontarisme diplomatique congolais dans la gestion des crises politiques centrafricains et quelques perspectives de sorties définitives des conflits**

Face aux différents conflits armés en vigueur en République Centrafricaine, le Congo Brazzaville, pays frère et ami fut obligé d'intervenir, non seulement pour son compte personnel mais aussi et surtout pour le bien être de l'ensemble de la communauté sous-régionale de la CEMAC. Ainsi, le volontarisme diplomatique congolais se traduit dans son déploiement au sein des institutions sous-régionales pour des raisons de solidarité en cas de menace à la paix et à la sécurité d'un pays membre de la communauté comme le stipule la charte de la CEMAC.

### ***2. 1 L'implication congolaise dans la mise en place de la FOMUC***

Il faut le rappeler, les Etats de la communauté CEMAC ne sont pas habilités en matière de la gestion ou résolution des conflits reconnus comme tel par les instances internationales africaines. La CEEAC étant l'institution coordonnatrice de l'ensemble des Etats de la sous-région, son absence voir sa disparition depuis les années 1992 pour des raisons multiples, permet aux Etats de la CEMAC d'engager les procédures multidimensionnelles pour instaurer la paix en Centrafrique (Tsafack Nanfosso et Tamba I, 2005, p. 7). En 2001, lors des assises de Yaoundé, les unités politiques faisant frontières avec la Centrafrique dont le Congo, engagent des pourparlers en faisant appel aux protagonistes centrafricains de trouver consensus sur leurs différends, et en leur demandant de respecter les normes constitutionnelles qui prévoient les voies pacifiques en cas de conflits qui divisent les acteurs (J. P. Meb-Gany Joffre Pavel, 2021, p. 81).

Outre ces assises, en 2002, ces mêmes dirigeants politiques profitent du silence de la CEEAC qui reste muette devant les crises centrafricaines, mettent en place une force multinationale de la CEMAC (FOMUC). Initiée par Omar Bongo et la France, cette force est née précisément en octobre 2002 lorsque les tensions entre le pouvoir en

place et les groupes rebelles montent en horizon. Le président gabonais étant le médiateur international des affaires centrafricaines, sollicite l'indulgence de Patassé qui jusque-là sécurisé par les militaires de la CEN-SAD et les rebelles de Jean-Pierre Bemba de les remplacer par une force militaire propre de la sous-région CEMAC. acteurs ( J. P. Meb-Gany Joffre Pavel, 2021, p. 81). L'Etat congolais comme les autres entités politiques met à la disposition de cette force un contingent militaire composé de 120 hommes. Avec l'apport d'autres Etats, cette force multinationale est dotée d'un effectif militaire de 380 hommes ayant pour mandat principal la sécurisation du pouvoir en place et de la personnalité de Patassé. Sans connaître véritablement les enjeux du conflit qui animent les auteurs, elle avait aussi comme mandat de sécuriser les axes frontaliers RCA-Tchad en collaboration avec les militaires tchadiens. Dans son mandat, sans toucher du doigt à la protection des civils, la FOMUC va connaître un véritable échec, car, à la différence de la conception de la sécurité de la dimension humaine et individuelle, la perception de la sécurité telle que faite par les entités politique de la CEMAC met clairement l'Etat au centre et aux intérêts du pouvoir de l'être humain (E. Mbokolo, 2009, p. 209).

## ***2. 2 Le Congo et les activités de la CEEAC***

Après une longue période d'absence, la CEEAC refait surface en 1998. Son retour sur la scène politique africaine est marqué avec la mise en place d'une architecture de paix de sécurité sous protocole du conseil de paix et de sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) créée en 1999 (Alain Fogué Todom, 2008, p. 232) lors des assises des chefs d'Etat de la CEEAC au Cameroun, et mise en vigueur en 2000 au Malabo (Guinée Equatoriale). En 2008, cette force met en exergue une opération MICOPAX 1 qui a succédé à la FOMUC. Reconnu par ces paires comme médiateur international des crises centrafricaines, le président Sassou Nguesso fait appel à l'ensemble des Etats de la CEEAC de renforcer les effectifs militaires de la MICOPAX qui, avec un contingent faible n'arrive guère de sécuriser l'ensemble de l'étendue du territoire centrafricain. Comme la charité bien ordonnée commence par soi-même, l'Etat congolais met à la disposition de cette force un contingent de 864

hommes<sup>8</sup>, ce qui le place à la tête des autres unités politiques contributrices de la CEEAC. Par cet effectif conséquent, la capitale Bangui va connaître une tranquillité jusqu'à dans les localités environnantes Centrafricaines (Tsafack Nanfosso et Tamba I, 2005, p. 7).

Les caisses de l'Etat centrafricain à cause des coups d'état répétitif, sont restées quasiment vides, et les autorités du pouvoir en place font appel aux aides internationales afin d'abdiquer la tension des fonctionnaires, étudiants qui ne cessent de provoquer une crise sociale. Nicolas Tiangaye, premier ministre de la transition accompagné du ministre délégué des finances après une courte visite au Congo Brazzaville, les autorités congolaises octroient une double enveloppe d'une somme de 25 milliards de franc CFA et une autre de 12 milliards en un intervalle de 4 mois au cours de la même année, c'est-à-dire, la première enveloppe en mois de juin et une seconde en mois d'octobre (M. L. Nguema Edou, 2021, pp. 204-205). Cette double somme est considérée comme une bouffée d'oxygène ayant permis de répondre aux attentes de la population centrafricaine. Elles étaient destinées au paiement des salaires des fonctionnaires qui jusque-là ont passé plusieurs mois impayés. En guise de reconnaissance vis-à-vis des autorités congolaises, Alexandre Ferdinand Nguendé alors président de l'Assemblée nationale de la transition dit aux ondes de la radio France internationale en ces mots : « *s'il n'y a pas l'appui du président Sassou, aujourd'hui nous allions assister à une explosion de la population (...)* » (J. P. Meb-Gany, 2021, p. 97).

Cependant, outre les efforts multiples venant de part et d'autre, précisément des instances étatiques et internationales impliquées aux crises centrafricaines, une grande partie de l'Etat reste sous l'insécurité des seigneurs de guerre avec des armes en main, sèment la zizanie au sein de la population civile restant victime des calamités. Leur présence, occasion le déplacement massif de la population centrafricaine non seulement vers d'autres contrées sous régionales mais aussi et surtout au sein du territoire national qui vit dans des conditions précaires privées de toutes aides des organisations humanitaires. Mais, pour trouver une

---

<sup>8</sup> A cela s'ajoute les contingents des autres Etats membres de la CEMAC qui fournissent également un nombre importants d'hommes. Ils s'inscrivent dans le cadre des forces onusiennes de défense et de sécurité.

attente entre les protagonistes, le président Sassou convoque une rencontre entre le président Bozizé et les partisans rebelles Séléka en 2013 (B. Mbila Enyegue, 2019, pp. 8-10). Cette rencontre bien que soutenue par l'union africaine et la CEEAC, a conduit à l'aboutissement des accords de Libreville qui a donné un peu d'espoir juste de courte durée aux peuples centrafricains. L'implication congolaise dans la crise centrafricaine depuis le début des atrocités, met en exergue l'activisme diplomatique congolais en matière de gestion des conflits politiques non seulement dans la sous-région en général mais aussi en Centrafrique en particulier. Car, c'est par son intervention farouche que 850 militaires congolais sont présents en RCA dans le cadre de la MISCA<sup>9</sup>, la mission de l'UA<sup>10</sup> dirigée par le général congolais Jean-Marie Michel Mokoko.

### ***2. 3 Quelques suggestions de résolutions pacifiques des troubles et des tensions sociales***

De prime à bord, pour faire taire les armes en Centrafrique, et normaliser les relations intercommunautaires, il ne faut donc pas seulement déployer des militaires ou encore de milliers de casques bleus. La médiation pour la résolution pacifique du conflit peut-être de courte durée, pour tout dire, moins efficace. Mais il conviendrait aussi et surtout de donner du travail, lutter contre la pauvreté et rebâtir un Etat de droit<sup>5</sup> (M. Luntumbue et S. Massock, 2014, p. 5). A cela s'ajoute l'amélioration de la qualité de la gouvernance et la conquête d'une indépendance réelle du pays avec à la tête de l'Etat des dirigeants patriotes, nationalistes qui travailleront pour le bien-être des populations. Si les acteurs internationaux, les pays de la CEMAC et les autorités centrafricaines n'activent pas ces leviers de stabilisation et ne s'entendent pas pour mettre au cœur de la résolution de la crise la relance de l'économie productive, la lutte contre les trafics et une meilleure gouvernance publique, ils se condamnent à répéter le passé (Faouzi Kilembe, 2014, p. 10).

Il faut repenser l'intervention en Centrafrique et renouveler un logiciel d'intervention de la communauté internationale qui a déjà montré ses limites. L'urgence c'est de réussir à sortir la Centrafrique de la logique de charité et de dons de la part des organisations internationales

---

<sup>9</sup> MISCA signifie, Mission internationale du soutien en République centrafricaine.

<sup>10</sup> Union Africaine.

régionales et sous-régionale et insuffler une nouvelle dynamique de développement. En outre plus qu'un plan Marshall, la Centrafrique a besoin de résoudre le problème de la prédation structurelle (A. Seminakpon Houénou, 2021, p. 15). Le redressement à long terme implique de transformer une économie de prédation en une économie de production. Ceci semble bien être le chantier qui attend les nouveaux dirigeants centrafricains et l'ensemble des chefs d'Etats de la CEMAC qui devraient travaillé sur les mécanismes de développements socioéconomiques du pays pour sortir la RCA et l'ensemble des pays en insécurité des multiples crises protéiformes. (A. Seminakpon Houénou, 2021, p. 15).

## **Conclusion**

In finé, la crise politique et socio-sécuritaire qui a marqué la République Centrafricaine ces dernières années est une crise de longue durée, émaillée de violences chroniques sur fond de faille de l'Etat, d'économie de la débrouille et de profonds clivages entre groupes socio-ethniques. De 2003 à 2013 la guerre en RCA fut marquée par la présence des groupes armés de confessions religieuses musulmanes et chrétiennes (Les ant-Balaka et les ex-Seleka, parfois orthographié Séleka) se caractérisent par leur criminalisation, leur fragmentation et leur lutte pour le pouvoir. Les tensions intercommunautaires ont mis à mal l'unité nationale, le contrat social centrafricain et perturber l'intégration sous-régionale en zone CEMAC à travers la paralysie de la libre circulation des personnes et des bien au niveau des frontières des pays voisins à la RCA, notamment le Cameroun, le Tchad et le Congo. Cette instabilité a atteint un degré de violence si élevé de sorte que la communauté internationale s'est portée a secours de la RCA. La solution pour la sortie de crise, au-delà des interventions militaires de stabilisation a suscité l'implication des pays membres de la CEMAC, plusieurs particulièrement le Congo Brazzaville qui a apporté sa contribution pour la résolution de ce conflit de longue date à travers son volontarisme diplomatique dans la gestion de cette crise. Le Congo Brazzaville, pays frère et ami fut obligé d'intervenir, non seulement pour son compte personnel mais aussi et surtout pour le bien être de l'ensemble de la communauté sous-régionale de la CEMAC. C'est ainsi que le Congo a engagé des pourparlers en faisant appel aux protagonistes centrafricains de trouver consensus sur

leurs différends, et en leur demandant de respecter les normes constitutionnelles qui prévoient les voies pacifiques en cas de conflits qui divisent les acteurs dans le cadre de la résolution militaire du conflit. Dans le cadre de la résolution militaire du conflit pour le maintien de la paix, le gouvernement congolais a mis la disposition de la FOMUC un contingent militaire composé de 120 hommes. Mais la résolution définitive de ce conflit ne saurait se limiter au dialogue ou aux interventions militaires des Etats. Il faudrait résoudre les problèmes basiques à l'instar de la pauvreté, du chômage, des inégalités sociales, la mal gouvernance, bref, mettre en place de véritables politiques de développements socioéconomiques durables pour garantir le bien-être des populations. Il faut repenser l'intervention en Centrafrique et renouveler un logiciel d'intervention de la communauté internationale qui a déjà montré ses limites. L'urgence c'est de réussir à sortir la Centrafrique de la logique de charité et de dons de la part des organisations internationales régionales et sous-régionale et insuffler une nouvelle dynamique de développement

### Références bibliographiques

**Crédit : OCHAI, Phil Moore**, (2014), "La crise en République Centrafricaine et son impact humanitaire régional : un aperçu des besoins et des fonds, République Centrafricaine, Tchad, Cameroun, République Démocratique du Congo et Congo", Car-crisis-régional, OCHAI, p. 7.

**Crisis group international**, (2007)., "République Centrafricaine, anatomie d'un Etat fantôme", Rapport Afrique n°136.

**Crisis group international**, (2013)., " République centrafricaine : les urgences de transition", Rapport Afrique, n°203.

**Didier Bigo**, (1988)., *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karthala.

**Endjito, F.**, " La guerre du pétrole en République Centrafricaine", In, [www.infoguerre.fr/2013/12/guerre-petrole-republique-centrafricaine/](http://www.infoguerre.fr/2013/12/guerre-petrole-republique-centrafricaine/), consulté le 5 mai 2022, à 22h

**Etanislas Ngodi**, (2015)., "L'Afrique Centrale aux enjeux sécuritaires du XXIe siècle", in *Afrique Centrale*, n°79, p. 15.

**Etanislas Ngodi**, (2015)., "L'Afrique Centrale face à la circulation des groupes politico-militaires, une analyse opérationnelle à partir du cas centrafricain", In *Politique*, n°53, p. 8.

- Faouzi Kilembe**, (2014)., *Assurer la sécurité en République Centrafricaine : mission impossible ?* Yaoundé, Presse Universitaire.
- Fogué Todom, A**, (2014)., “Dynamique des réponses sécuritaires de la CEEAC à la crise centrafricaine”, In, *GRIP*, n°6, 2014
- Fogué Todom, A**, (2008)., *Enjeux géostratégies et conflits politiques en Afrique Noire*, Paris, L’Harmattan.
- Koyagbé, B.**, “La crise centrafricaine ou la guerre du pétrole : histoire et enjeux”, In, [www.takaparlennews-over-blog.com/2015/06/la-crise-centrafricaine-ou-laguerre-du-petrole-histoire-et-enjeux.html](http://www.takaparlennews-over-blog.com/2015/06/la-crise-centrafricaine-ou-laguerre-du-petrole-histoire-et-enjeux.html), consulté, le 25 mars 2021 à 10h
- Laurent Gomina-Pampali**, (2017)., *Un Etat ça meurt aussi ! (Histoire de l’instabilité politique et de la violence armée, facteurs de la déchéance de l’Etat centrafricain : 1979-2015)*, Yaoundé, Presses de L’UCAC.
- Libam, S**, (2018)., “Forces de défense camerounaises à l’heure des enjeux et défis régionaux”, in *Quotidien Cameroon Tribune*, Edition N°11599/7798, p. 28.
- Luntumbue M et Massock S**, (2014)., ‘Afrique centrale : risque et envers de la pax tchadiana’, Bruxelles, *Note d’analyse du GRIP*, Bruxelles 27 février.
- Mbokolo, E**, (2009)., *Médiations africaines Omar Bongo et les défis diplomatiques d’un continent*, Paris, L’Archipel.
- Meb-Gany Joffre Pavel**, (2021)., “Les Etats de la CEMAC à l’épreuve de la paix et de la sécurité en République centrafricaine de 2002 à 206 », Mémoire de Master en Histoire des relations internationales, Yaoundé I.
- Nguema Edou, M. L**, (2021)., “Contribution stratégique et diplomatique du Cameroun à l’intégration de la CEMAC (1994 - 2020)”, Thèse de Doctorat Ph. D en Histoire, Université de Yaoundé 1.
- Seminakpon Houénou A**, (2021)., “Aspects de la crise en République Centrafricaine. Paix et sécurité européenne et internationale, Université Côte d’Azur, p.15.
- Therry Tardy**, (2009)., *Gestion de crise, maintien et consolidation de la paix. Acteur, activités, défis*, De boeck, Bruxelles.
- Tsafack Nanfosso et Tamba I**, (2005)., “Enjeux et problématique de l’intégration économique en Afrique centra”, in Ben Hamouda (Hakim), Bekolo Ebe ( B), Touna Mama (dir.) *L’intégration régionale en Afrique centrale. Bilan et perspectives*, Paris, Karthala.